

# A la sortie de l'école obligatoire, un quart des jeunes en «salle d'attente»

**A l'échelle suisse, ils sont près de 20 000 élèves qui, au terme de leur scolarité obligatoire, ont choisi une voie «transitoire» avant d'emprunter la filière diplôme, maturité, école de métiers ou apprentissage. Soit un élève sur quatre en moyenne, contre à peine 6% au début des années 1990. Comment combler ce «trou»? Quelles réponses apporter?**

**Laurent Busslinger**

Sortir de l'école obligatoire sans débouché immédiat n'est plus une exception. Paru à la fin de l'année dernière, le rapport Transition école-emploi (TREE) de l'Office fédéral de la statistique, montre l'ampleur du phénomène. Alors qu'ils étaient 6% au début des années 1990, près d'un quart des jeunes ayant quitté l'école obligatoire en l'an 2000 ont choisi une «solution transitoire» avant de s'engager dans une formation post-obligatoire. Sur le plan suisse, cela signifie (voir tableau) que plus de 20 000 jeunes n'ont emprunté aucune filière se terminant par un diplôme, ni les formations générales (gymnases, collèges, écoles de degré diplôme), ni les formations professionnelles (apprentissage, écoles de métiers). Si la situation se normalise largement douze mois plus tard, le constat rejoint les inquiétudes régulièrement exprimées au terme de l'année scolaire (voir l'exemple vaudois). Il témoigne surtout du «trou» qui existe désormais entre cette école obligatoire que l'on finit à 15 ans et un monde du travail de plus en plus exigeant. Pour les auteurs du rapport, cela pose une question fondamentale sur l'efficacité du système: «Ne serait-il pas avantageux d'utiliser à l'avenir une partie des investissements énormes affectés à des solutions transitoires pour développer au secondaire II une offre de formation certifiante qui soit véritablement adaptée aux besoins?» Entretien avec le Genevois Jacques Amos, sociologue et responsable romand de TREE.

**Le Temps:** Comme un constat exaspéré, on entend: «Un quart des jeunes ne font rien au sortir de l'école obligatoire!» Qu'est-ce que cela signifie?

**Jacques Amos:** Engros la proportion est correcte, même si elle varie énormément, de 5% au Tessin à 30% à Berne. Mais cela ne veut jamais dire que ces jeunes ne font rien! Cela signifie qu'ils n'ont pas la possibilité d'accéder directement à une formation certifiante qui leur convient. Parce qu'ils n'ont pas le niveau scolaire demandé, par exemple pour l'entrée au gymnase, ou parce qu'ils se heurtent à d'autres limites, comme l'âge requis pour la plupart des professions soignantes. Dans le cadre de la formation professionnelle, il y a les exigences des écoles des métiers, ou d'entreprises qui organisent des examens d'entrée. D'autre part, un phénomène qui prend de l'ampleur est la tendance des maîtres d'apprentissage à embaucher des jeunes plus âgés, et donc plus mûrs. Enfin, il y a les préférences des jeunes pour certains métiers. Ceux qui n'obtiennent pas ce qu'ils cherchent utilisent des solutions temporaires, qui sont souvent des stratégies d'attente.

**- Pourquoi y a-t-il autant de jeunes qui doivent en passer par là?**

— Le refrain sur le «niveau qui baisse» ne me convient pas. Il est éternel, on le trouve dans des textes grecs et égyptiens. Sans doute faut-il, ici ou là, réinsister sur des savoirs, sur un retour d'exigences, sur des connaissances immédiates. Il ne faut pas se cacher qu'il y a aussi des populations plus difficiles à scolariser, et qu'il y a

quelques pour-cent de jeunes qui ont vraiment de la peine à se projeter dans un avenir professionnel. Mais il y a surtout une profonde transformation des métiers. D'une part on ne se forme plus pour la vie, mais on développe des compétences qui mènent à d'autres formations, d'autre part le contact avec la matière devient abstrait. Les exigences augmentent, travailler une pièce aujourd'hui, c'est programmer un tour numérique.

**- Pourquoi y a-t-il tellement de différence entre les cantons?**

— On n'a pas toutes les réponses. Il y a une dimension liée à l'offre. Plus un système crée de solutions transitoires, plus elles vont être utilisées. Il y a des différences de fonctionnement du marché local du travail. Il y a des différences culturelles. En Suisse alémanique les jeunes filles qui veulent se former dans une profession de soins et doivent attendre 18 ans, recourent plutôt à la solution transitoire de l'année «au pair». A Genève ou Vaud elles entameront de préférence une école de degré diplôme. Mais cela demande encore à être documenté. La recherche se poursuit.

**- Faut-il s'inquiéter de ce 25% de jeunes qui fait «salle d'attente»?**

— Oui et non. Non, car on leur donne des solutions transitoires qui leur permettent de s'insérer. Oui, parce qu'il ne faudrait pas considérer que c'est une situation banale. Est-il normal qu'un jeune qui sort de l'école obligatoire n'ait pas de débouché? Est-il normal qu'il ait eu de grandes difficultés de communication écrite? Pourquoi



NICOLAS BICHTEMINZIO

**Jacques Amos:** «Il n'y a plus d'avenir immuable. En quelques années, on peut voir la moitié des gens qui se sont formés à une profession la quitter.»

GENÈVE, 20 JUILLET 2004

ferait-on dans une dixième année ce qui n'a pas été fait avant? Plutôt que de généraliser une dixième année transitoire, il faudrait consacrer plus de ressources à l'efficacité de l'école dans la transmission des compétences. Elle n'est pas très efficace. Il faut aussi se demander si la même école est valable pour tous.

**- Quel type de solution préconisez-vous?**

— J'ai tendance à penser qu'une partie des élèves est peu, ou pas scolaire. Leur salut ne passera pas par plus d'école, mais par une école différente. Une dixième année devrait être plus professionnelle que scolaire, représenter une sorte de formation élémentaire à l'entreprise, qui facilite l'accès à un apprentissage de plein droit. La question de trouver des transitions plus souples et plus progressives se pose également. Il n'y a plus d'avenir immuable. En

quelques années, on peut voir la moitié des gens qui se sont formés à une profession la quitter. N'y a-t-il pas, dès lors, un lien trop rigide entre la formation et le métier? Je me dis qu'il faudrait découpler davantage formation et marché immédiat du travail, et songer à un système de reconnaissance de parcours partiels. Lorsqu'il en a les capacités, le maçon devrait pouvoir bifurquer par exemple vers une formation de dessinateur. ■